

**SECURITE SOCIALE**

---

**Financement pour 2001**

- Loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001. (Journal officiel du 24 décembre 2000 – pp. 20558-20571).

**ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES  
PROFESSIONNELLES**

---

**Tableaux de maladies professionnelles**

- Décret n° 2000-343 du 14 avril 2000 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Journal officiel du 21 avril 2000 - pp. 6094-6095).
  
- Décret n° 2000-214 du 7 mars 2000 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Journal officiel du 9 mars 2000 - pp. 3677-3679).

**Déclaration**

- Circulaire DSS/4 B n° 2000-45 du 26 janvier 2000 concernant les délais de prescription en matière de maladies professionnelles fixés par l'article 40 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 et l'article 35 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité sociale pour 2000. (Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/8 du 11 mars 2000 - pp. 511-516).
  
- Circulaire CNAMTS DRP n° 18/2000 ENSM n° 18/2000 du 31 mars 2000 relative à l'application de la circulaire DSS/4B n° 2000/45 du 26 janvier 2000. (Non publiée).

### **Modèle de formulaire**

- Arrêté du 4 janvier 2000 fixant le modèle du formulaire «feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle».  
(Journal officiel du 19 janvier 2000 - p. 921).

### **Traumatismes psychologiques**

- Circulaire CNAMTS DRP n° 37/99 - ENSM n° 40/99 du 10 décembre 1999 relative à la prise en charge des traumatismes psychologiques au titre du risque professionnel.  
(Non publiée).

### **Réparation**

- Circulaire DSS/AT n° 2000-178 du 31 mars 2000 relative à la prise en charge par les organismes sociaux des prestations en nature dont peut bénéficier la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle après consolidation y compris en cure thermale (rectificatif aux circulaires des 4 mai 1995 et 1er juillet 1998).  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/15 du 6 mai 2000 - pp. 335-337).
- Circulaire CNAMTS DRP n° 21/2000 du 22 juin 2000 relative à l'application de l'article 40 de la loi n° 98-1194 de financement du 23/12/98 modifiée par l'article 35 de la loi n° 99-1140 de financement du 29/12/99.  
(Non publiée ).

### **Tarification**

- Arrêté du 28 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale.  
(Journal officiel du 30 décembre 2000 – pp. 20979-21006).

- Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

- Arrêté du 28 décembre 2000 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements

du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles.  
(Journal officiel du 30 décembre 2000 – pp. 21006-21020).

- Majorations

- Arrêté du 28 décembre 2000 fixant les majorations visées à l'article D. 242-6-4 du code de la sécurité sociale pour l'année 2001.  
(Journal officiel du 30 décembre 2000 – p. 20979).

## **SUBSTANCES DANGEREUSES**

---

### **Etiquetage**

- Arrêté du 27 juin 2000 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et transposant la directive 98/98/CE de la Commission du 15 décembre 1998 portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE modifiée.  
(Journal officiel du 25 juillet 2000 - pp. 11434-11446).

### **Substances cancérigènes**

- Arrêté du 18 septembre 2000 complétant l'arrêté du 5 janvier 1993 fixant la liste des substances, préparations et procédés cancérigènes au sens du deuxième alinéa de l'article R. 231-56 du code du travail.  
(Journal officiel du 28 septembre 2000 - p. 15307).

## **AMIANTE**

---

### **Cessation anticipée d'activité**

- Décret n° 2000-638 du 7 juillet 2000 modifiant le décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999.  
(Journal officiel du 9 juillet 2000 - p. 10423).

- Arrêté du 3 juillet 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à

l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.  
(Journal officiel du 16 juillet 2000 - pp. 10903-10909).

- Arrêté du 7 juillet 2000 fixant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.  
(Journal officiel du 22 juillet 2000 - pp. 11290-11298).

- Arrêté du 7 juillet 2000 fixant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels.  
(Journal officiel du 22 juillet 2000 - p. 11298).

- Arrêté du 12 octobre 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.  
(Journal officiel du 19 octobre 2000 - pp. 16651-16652).

- Arrêté du 12 octobre 2000 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels.  
(Journal officiel du 18 octobre 2000 - pp. 16550-16551).

- Circulaire CNAMTS DRP n° 5/2000 - ENSM n° 2/2000 du 7 janvier 2000 relative aux maladies professionnelles ouvrant droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.  
(Non publiée).

### **Exceptions à l'interdiction**

- Arrêté du 12 juillet 2000 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante.  
(Journal officiel du 20 juillet 2000 - pp. 11133-11134).

## **APPAREILS DE LEVAGE D'OCCASION**

---

### **Mise sur le marché**

- Décret n° 2000-855 du 1<sup>er</sup> septembre 2000 relatif aux prescriptions techniques applicables pour la mise sur le marché d'occasion d'appareils de levage et de machines mobiles et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).  
(Journal officiel du 5 septembre 2000 - pp. 13843-13844).

## **INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

---

### **Vérifications périodiques**

- Arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.  
(Journal officiel du 17 octobre 2000 - pp. 16472-16478).

- Arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et aux modalités d'agrément des personnes ou organismes pour la vérification des installations électriques.  
(Journal officiel du 31 décembre 2000 - pp. 21316-21318).

## **ORGANISMES AGREES**

---

### **Eclairage**

- Arrêté du 24 décembre 1999 portant transfert d'agrément d'un organisme habilité à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.  
(Journal officiel du 9 janvier 2000 - p. 389).

### **Aération**

- Arrêté du 24 décembre 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail et transfert d'agrément.  
(Journal officiel du 9 janvier 2000 - pp. 389-390).

## **Coordonnateurs**

- Arrêté du 12 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil. (Journal officiel du 20 janvier 2000 - pp. 1019-1020).

## **Bruit**

- Arrêté du 30 décembre 1999 portant agrément de personnes et d'organismes chargés du mesurage de l'exposition au bruit en milieu de travail. (Journal officiel du 13 janvier 2000 - pp. 568-569).

## **Amiante**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail. (Journal officiel du 28 janvier 2000 - pp. 1453-1454).
- Arrêté du 23 février 2000 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis. (Journal officiel du 8 mars 2000 - p. 3603).
- Arrêté du 25 avril 2000 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1999 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis. (Journal officiel du 5 mai 2000 - pp. 6778-6779).
- Arrêté du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1999 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis. (Journal officiel du 28 septembre 2000 - p. 15308).
- Arrêté du 26 décembre 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux

mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis. (Journal officiel du 30 décembre 2000 – pp. 20973-20974).

## **Benzène**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en benzène de l'atmosphère des lieux de travail. (Journal officiel du 28 janvier 2000 - pp. 1452-1453).

## **Installations thermiques**

- Arrêté du 2 décembre 1999 portant agrément d'organismes de contrôle technique pour les contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique. (Journal officiel du 15 janvier 2000 - p. 727).

## **Silice**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline sur les lieux de travail. (Journal officiel du 28 janvier 2000 - pp. 1450-1451).

## **Hyperbarie**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'un organisme habilité à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare. (Journal officiel du 28 janvier 2000 - p. 1451).

## **Rayonnements ionisants**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles pour la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants. (Journal officiel du 28 janvier 2000 - p. 1451).

- Arrêté du 18 janvier 2000 fixant la liste des organismes désignés pour procéder aux vérifications de l'efficacité des moyens de radioprotection en application de l'article 65 (IV) du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 et de l'article 49 (IV) du décret n° 75-306 du 28 avril 1975 modifié relatifs à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.  
(Journal officiel du 6 février 2000 - p. 1940).

- Arrêté du 7 février 2000 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la radioprotection de la personne compétente mentionnée à l'article 17 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.  
(Journal officiel du 12 février 2000 - pp. 2224-2225).

- Arrêté du 7 février 2000 portant désignation d'organismes habilités à procéder aux contrôles de sources de rayonnements ionisants dans les établissements où sont exercés la médecine ou l'art dentaire en application de l'article 64 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.  
(Journal officiel du 12 février 2000 - pp. 2225-2226).

- Arrêté du 27 avril 2000 autorisant certains chefs d'établissements à assurer eux-mêmes la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants.  
(Journal officiel du 10 mai 2000 - p. 6995).

- Arrêté du 27 avril 2000 autorisant des établissements à assurer eux-mêmes la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants.  
(Journal officiel du 10 mai 2000 - p. 6994).

- Arrêté du 5 juin 2000 modifiant l'arrêté du 7 février 2000 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la radioprotection de la personne compétente mentionnée à l'article 17 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié.  
(Journal officiel du 10 juin 2000 - p. 8811).

## **Plombémie**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder à des dosages de plombémie.  
(Journal officiel du 28 janvier 2000 - pp. 1451-1452).

## **Plomb**

- Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles du plomb dans l'atmosphère des lieux de travail.  
(Journal officiel du 28 janvier 2000 - p. 1453).

## **Equipements de travail**

- Arrêté du 14 mars 2000 portant agrément d'organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail.  
(Journal officiel du 18 avril 2000 - p. 5904).

- Arrêté du 28 décembre 2000 portant agrément d'organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail.  
(Journal officiel du 31 décembre 2000 - pp. 21318-21319).

## **Installations électriques**

- Arrêté du 14 mars 2000 portant agrément de personnes et d'organismes pour la vérification des installations électriques.  
(Journal officiel du 18 avril 2000 - p. 5903).

- Arrêté du 28 décembre 2000 portant agrément de personnes et d'organismes pour la vérification des installations électriques.  
(Journal officiel du 31 décembre 2000 - pp. 21319-21320).

## **CHSCT**

---

### **Organismes agréés**

- Arrêté du 28 mars 2000 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de

sécurité et des conditions de travail peut faire appel.  
(Journal officiel du 7 avril 2000 - pp. 5324-5325).

- Arrêté du 21 décembre 2000 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.  
(Journal officiel du 30 décembre 2000 - p. 20970).

## **MILIEU HYPERBARE**

---

- Arrêté du 24 mars 2000 modifiant l'arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares.  
(Journal officiel du 29 mars 2000 - pp.4863-4864).

## **BONNES PRATIQUES DE LABORATOIRE**

---

- Arrêté du 14 mars 2000 relatif aux bonnes pratiques de laboratoire.  
(Journal officiel du 23 mars 2000 - p. 4465).

## **PLOMB**

---

- Note DRT du 30 mars 1999 relative à la prévention des risques liés au plomb.  
(Non publiée).

## **DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS**

---

### **Désinfection**

- Circulaire DGS/VS 3/DPPR n° 99-706 du 20 décembre 1999 relative à la mise en oeuvre de la ligne de décontamination de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés proposée par la société Lagarde.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/2 du 29 janvier 2000 - pp. 311-313).

- Circulaire DGS/VS3/DPPR n° 2000-131 du 9 mars 2000 relative à la mise en oeuvre du procédé Sterifiant 90/04 de désinfection de

déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés. proposée par la société Lagarde.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/12 du 8 avril 2000 - pp. 239-241).

- Circulaire DGS/VS 3/DPPR n° 2000-291 du 29 mai 2000 relative à la mise en oeuvre du procédé Occigerm' 60 litres de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé n° 2000/23 du 26 juin 2000- pp. 309-312).

- Circulaire DGS/VS 3/DPR n° 2000-292 du 29 mai 2000 relative à diverses mesures concernant les appareils de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé n° 2000/23 du 26 juin 2000- pp. 313-318).

- Circulaire DGS/DPPR n° 2000-216 du 19 avril 2000 relative à la procédure administrative à appliquer pour la mise en oeuvre d'appareils de désinfection destinés à des producteurs dont la production mensuelle de déchets d'activités de soins à risque infectieux est inférieure ou égale à cinq kilogrammes.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/17 du 13 mai 2000 - pp. 149-150).

## **VACCINATIONS**

---

### **Calendrier vaccinal 2000**

- Avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France (section des maladies transmissibles) du 12 mai 2000 relatif au calendrier vaccinal 2000.  
(Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2000/25, tome II, du 8 juillet 2000 - pp. 351-359).

## **BTP**

---

### **Formation des coordonnateurs**

- Avis portant sur la révision obligatoire des formations des coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil.  
(Journal officiel du 21 juillet 2000 - p. 11269).

- Avis portant sur la révision obligatoire des formations des coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil.

(Journal officiel du 25 août 2000 - p. 13092 ;  
13° mai 2000 - pp. 149-150).

- Arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux comités techniques nationaux constitués auprès de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles.

(Journal officiel du 27 décembre 2000 –  
p. 20659).

## **INSPECTION DU TRAVAIL**

---

### **Programme de prévention**

- Circulaire n° 02 DRT du 23 février 2000 relative au programme d'actions coordonnées 2000 de l'inspection du travail pour la prévention des risques professionnels.

(Bulletin officiel Travail, Emploi, Formation professionnelle, n° 2000/8 du 5 mai 2000 –  
pp. 61-86).

## **EQUIPEMENTS DE TRAVAIL**

---

### **Vérification de l'état de conformité**

- Arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et aux modalités d'agrément des organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail.

(Journal officiel du 31 décembre 2000 –  
pp. 21313-21316).

## **SECURITE SOCIALE**

---

### **Plafond**

- Décret n° 2000-1284 du 26 décembre 2000 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2001.

(Journal officiel du 29 décembre 2000 –  
pp. 20816-20817).

### **Comités techniques nationaux**

- Décret n° 2000-1192 du 1<sup>er</sup> décembre 2000 relatif aux comités techniques nationaux siégeant auprès de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles et modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

(Journal officiel du 8 décembre 2000 –  
p. 19478).

# MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

## **EQUIPEMENTS SOUS PRESSION**

---

- Arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression.  
(Journal officiel du 22 avril 2000 - pp. 6136-6142).
- Arrêté du 13 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression.  
(Journal officiel du 28 novembre 2000 - pp. 16857-16858).
- Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2000 portant sur le maintien en service d'équipements sous pression.  
(Journal officiel du 15 décembre 2000 - pp. 19931-19932).
- Décision DM-T/P n° 30739 du 2 avril 1999 relative à la dispense de visite intérieure périodique, sous conditions, pour les réservoirs fixes et mi-fixes de stockage de certains gaz.  
(Bulletin officiel du Secrétariat d'Etat à l'Industrie, n° 64 du 10 mars 2000 - pp. 1-4).

### **Organismes habilités**

- Arrêté du 11 juillet 2000 portant habilitation d'organismes pour les équipements sous pression.  
(Journal officiel du 8 septembre 2000 - pp. 14049-14051).
- Arrêté du 10 octobre 2000 portant habilitation d'organe d'inspection des utilisateurs pour l'application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.  
(Journal officiel du 21 octobre 2000 - pp. 16857-16858).

## **Réservoirs de GPL**

- Arrêté du 26 janvier 2000 relatif à l'exclusion des réservoirs de GPL-carburants du domaine d'application du décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz.  
(Journal officiel du 5 février 2000 - p. 1896).

## **ATMOSPHERE EXPLOSIBLE**

---

- Arrêté du 21 août 2000 relatif aux compétences, à la composition et aux conditions de fonctionnement de la commission des équipements destinés à être utilisés en atmosphère explosible.  
(Journal officiel du 8 septembre 2000 - p. 14055).

## **COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE**

---

### **Organismes agréés**

- Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.  
(Journal officiel du 26 janvier 2000 - pp. 1362-1363).

## **INSTALLATIONS NUCLEAIRES DE BASE**

---

- Arrêté du 31 décembre 1999 fixant la réglementation technique générale destinée à prévenir et limiter les nuisances et les risques externes résultant de l'exploitation des installations nucléaires de base.  
(Journal officiel du 15 février 2000 - pp. 2359-2365).

## **INSTALLATIONS THERMIQUES**

---

- Arrêté du 24 mai 2000 portant agrément d'organismes de contrôle technique pour les contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.  
(Journal officiel du 22 juin 2000 - p. 9336).

## **APPAREILS A GAZ**

---

- Arrêté du 8 décembre 2000 portant désignation d'un organisme pour l'attestation de conformité des appareils à gaz.  
(Journal officiel du 20 décembre 2000 - pp. 20194-20195).

## **MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT**

### **ASCENSEURS**

---

- Décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs.  
(Journal officiel du 27 août 2000 - pp. 13235-13247).

### **ENGINS SPECIAUX**

---

- Arrêté du 21 février 2000 modifiant l'arrêté du 20 novembre 1969 modifié fixant les modalités d'application de l'article R. 168 du code de la route (engins spéciaux).  
(Journal officiel du 31 mars 2000 - pp. 4956-4957).
- Circulaire n° 2000-24 du 3 avril 2000 relative aux conditions de circulation de certaines remorques (engins spéciaux) visées par l'arrêté du 20 novembre 1969 modifié fixant les modalités d'application de l'article R. 168 du code de la route (remorques dites «bers roulants»  
(Bulletin officiel Equipement, Logement, Transport, Mer, Tourisme, n° 7 du 25 avril 2000 - p. 59).

### **REMONTEES MECANIKUES**

---

- Arrêté du 4 août 2000 modifiant l'arrêté du 17 novembre 1987 modifié relatif à la réglementation technique et de sécurité des remontées mécaniques.  
(Journal officiel du 10 septembre 2000 - p. 14242).

## **Téléphériques**

- Instruction du 4 août 2000 relative aux mesures à mettre en oeuvre lors de la conception et la construction des téléphériques monocâbles en vue d'assurer la sécurité du personnel.

(Journal officiel du 10 septembre 2000 - pp. 14243-14248).

## **RECIPIENTS A GAZ**

---

### **Organismes agréés**

- Arrêté du 30 août 2000 portant agrément de l'Association pour la sécurité des appareils à pression pour ce qui concerne les récipients à gaz.

(Journal officiel du 9 septembre 2000 - p. 14152).

- Arrêté du 30 août 2000 portant agrément du Bureau Veritas pour ce qui concerne les récipients à gaz.

(Journal officiel du 9 septembre 2000 - p. 14152).

## **MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

### **TRACTEURS AGRICOLES ET FORESTIERS**

---

- Arrêté du 10 avril 2000 modifiant l'arrêté du 6 juillet 1981 relatif aux modalités de vérifications et d'essais auxquelles doivent satisfaire les tracteurs agricoles et forestiers à roues.

(Journal officiel du 19 avril 2000 - p. 5965).

- Arrêté du 10 avril 2000 modifiant l'arrêté du 15 octobre 1981 relatif aux modalités de vérifications et d'essais des conditions d'hygiène et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les sièges de tracteurs agricoles et forestiers à roues.

(Journal officiel du 19 avril 2000 - p. 5965).

- Décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds.

(Journal officiel du 19 décembre 2000 - pp. 20141-20143 ; rectificatif, Journal officiel du 23 décembre 2000 - p. 20477).

**ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

---

- Arrêté du 27 mars 2000 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.  
(Journal officiel du 5 avril 2000 - p. 5204).

- Arrêté du 28 juin 2000 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.  
(Journal officiel du 13 juillet 2000 - p. 10692).

- Arrêté du 20 novembre 2000 relatif à l'épreuve de contrôle des connaissances exigées des personnes chargées des vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.  
(Journal officiel du 22 décembre 2000 - pp. 20379-20381).

**IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

---

- Arrêté du 28 juin 2000 modifiant l'arrêté du 15 juillet 1982 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les immeubles de grande hauteur relevant du ministère de la défense.  
(Journal officiel du 29 juin 2000 - p. 9777).

**MATERIAUX DE CONSTRUCTION**

---

**Comportement au feu**

- Avis relatifs à l'homologation des matériaux et éléments de construction en fonction de leur comportement au feu (réaction au feu).  
(Journal officiel du 28 novembre 2000 - pp. 46279-46362).

## **EXPLOSIFS**

---

- Arrêté du 31 janvier 2000 modifiant l'arrêté du 26 mai 1997 portant création du certificat de préposé au tir.  
(Journal officiel du 3 mars 2000 - pp. 3379-3380).

## **ENSEIGNEMENT DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS**

---

### **Filière BTP**

- Accord national pour l'enseignement de la prévention des risques professionnels dans les bâtiments et les travaux publics.  
(Bulletin officiel de l'Éducation nationale, n° 7 du 18 février 1999 - pp 339-341).

### **Risque électrique**

- Note de service n° 2000-210 du 22 novembre 2000 relatif à la formation à la prévention des risques d'origine électrique des élèves préparant un diplôme de l'éducation nationale.  
(Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la recherche n° 43 du 30 novembre 2000 – pp. 2347-2348).

## **SUBSTANCES DANGEREUSES**

---

### **Notification**

- Directive 2000/21/CE de la Commission du 25 avril 2000 concernant la liste des actes communautaires mentionnée à l'article 13, paragraphe 1, cinquième tiret de la directive 67/548/CEE du Conseil.  
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 103 du 28 avril 2000 - pp. 70-71).

### **Valeurs limites d'exposition**

- Directive 2000/39/CE du 8 juin 2000 relative à l'établissement d'une première liste de valeurs limites d'exposition professionnelle de caractère indicatif en application de la directive 98/24/CE du Conseil concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail.  
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 142 du 16 juin 2000 - pp. 47-50).

### **Classification, emballage**

- Directive 2000/32/CE de la Commission du 19 mai 2000 portant vingt-sixième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.  
(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 136 du 8 juin 2000 - pp. 1-89).
- Directive 2000/33/CE de la Commission du 25 avril 2000 portant vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la

classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 136 du 8 juin 2000 - pp. 90-107).

- Décision de la Commission, du 19 mai 2000, rectifiant la directive 98/98/CE portant vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67-548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 136 du 8 juin 2000 - pp. 108-125).

### **Substances prioritaires**

- Règlement (CE) n° 2364/2000 de la Commission du 25 octobre 2000 concernant la quatrième liste de substances prioritaires, conformément au règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 273 du 26 octobre 2000 - pp. 5-7).

- Communication - Cinquième publication de l'Elincs (en application de l'article 21 de la directive 67/548/CEE).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 72 du 11 mars 2000 - p. 1).

- Communication de la Commission, en application de l'article 2 de la décision 85/71/CEE de la Commission du 21 décembre 1984 concernant la liste des substances chimiques notifiées conformément à la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 72 du 11 mars 2000 - pp. 2-91).

### **RISQUE BIOLOGIQUE**

---

- Directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000

concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 262 du 17 octobre 2000 - pp. 21-45).

### **Organismes génétiquement modifiés**

- Décision de la Commission du 27 septembre 2000 relative aux notes explicatives concernant l'évaluation des risques visée à l'annexe III de la directive 90/129/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 258 du 12 octobre 2000 - pp. 43-48).

### **PRODUITS BIOCIDES**

---

- Règlement (CE) n° 1896/2000 de la Commission du 7 septembre 2000 concernant la première phase du programme visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux produits biocides.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 228 du 8 septembre 2000 - pp. 6-17).

### **ATMOSPHERE EXPLOSIVE**

---

- Directive 1999/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1999 concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives (quinzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 23 du 28 janvier 2000 - pp. 57-64).

- Rectificatif à la directive 1999/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1999 concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en

matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives (quinzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 134 du 7 juin 2000 - p. 36).

### **COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS**

---

- Rectificatif à la directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 87 du 8 avril 2000 - p. 34).

### **TRACTEURS AGRICOLES OU FORESTIERS**

---

- Directive 2000/1/CE de la Commission du 14 janvier 2000 portant adaptation au progrès technique de la directive 89/173/CEE du Conseil concernant certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles ou forestiers à roues.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 21 du 26 janvier 2000 - pp. 16-22).

- Directive 2000/22/CE de la Commission du 28 avril 2000 portant adaptation au progrès technique de la directive 87/402/CEE du Conseil relative aux dispositifs de protection en cas de renversement, montés à l'avant des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, à voie étroite.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 107 du 4 mai 2000 - pp. 26-27).

### **INSTALLATIONS A CABLES**

---

- Directive 2000/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 relative aux installations à câbles transportant des personnes.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 106 du 3 mai 2000 - pp. 21-48).

## **NORMES HARMONISEES**

---

### **EPI**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 159 du 8 juin 2000 - p. 3).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 40 du 12 février 2000 - p. 7).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 40 du 12 février 2000 - p. 8).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 40 du 12 février 2000 - p. 9).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 76 du 16 mars 2000 - p. 3).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/686/CE du Conseil relative aux équipements

de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE. (Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 185 du 4 juillet 2000 - p. 4).

### **Machines**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 relative aux machines, modifiée par la directive 98/79/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 110 du 15 avril 2000 - pp. 38-39).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines modifiée par la directive 98/79/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 142 du 20 mai 2000 - p. 41-42).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines modifiée par la directive 98/79/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 252 du 2 septembre 2000 - pp. 5-19).

- Décision de la Commission du 25 octobre 2000 relative au retrait des références de la norme EN 703 <<Matériel agricole – Désileuses – Sécurité>> de la liste des références des normes publiées dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/37/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 286 du 11 novembre 2000 – p. 40).

### **Compatibilité électromagnétique**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 89/336/CEE du Conseil.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C 21 du 25 janvier 2000 - pp. 3-16).

### **Equipements sous pression**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 210 du 22 juillet 2000 - p. 5).

- Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 270 du 21 septembre 2000 - p. 4).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 362 du 16 décembre 2000 - pp. 2-5).

### **Appareils à gaz**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/396/CEE du Conseil, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les appareils à gaz.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 294 du 17 octobre 2000 - pp. 2-3).

### **Basse tension**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 73/23/CEE du Conseil, du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel

électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 108 du 14 avril 2000 - pp. 9-76).

### **Dispositifs médicaux**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 293 du 14 octobre 2000 - p. 11).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 293 du 14 octobre 2000 - pp. 9-10).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 293 du 14 octobre 2000 - p. 10).

### **Atmosphère explosible**

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 71 du 11 mars 2000 - pp. 3-5).

## **PRODUITS DE CONSTRUCTION**

---

### **Réaction au feu**

- Décision de la Commission du 8 février 2000 portant modalités d'application de la directive 89/106/CEE du Conseil en ce qui concerne la classification des caractéristiques de réaction au feu des produits de construction.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 50 du 23 février 2000 - pp. 14-18).

### **Résistance au feu**

- Décision de la Commission du 3 mai 2000 mettant en oeuvre la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne la classification des caractéristiques de résistance au feu des produits de construction, des ouvrages de construction ou de parties de ceux-ci.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 133 du 6 juin 2000 - pp. 26-32).